



L'an deux mille vingt-cinq et le quatre décembre, à dix-huit heures, les membres du conseil de Luberon Monts de Vaucluse Agglomération légalement convoqués le vingt-huit novembre deux mille vingt-cinq, se sont réunis en nombre prescrit par la loi, en salle du MIN de Cavaillon, sous la présidence de Monsieur Gérard DAUDET.

En exercice :	55		
Présents :	31	Suffrages exprimés :	46
Absents :	24	- dont POUR :	46
Absents AVEC pouvoir	15	- dont CONTRE :	0
Absents SANS pouvoir	9	Nombre d'abstention(s) :	0

Etaient présents : M. DAUDET Gérard - Président

Mme AMOROS Elisabeth
Mme ANGELETTI Frédérique
Mme ARAGONES Claire
Mme AUDIBERT Danielle
M. BATOUX Philippe
Mme BLANCHET Fabienne
M. BOREL Félix
M. CARLIER Roland
M. COURTECUISSÉ Patrick
Mme CRESPEL Delphine
Mme DAUPHIN Mathilde

M. DECHER Martine
M. DERRIVE Eric
M. GERAULT Jean-Pierre
Mme GIRARD Nicole
Mme GREGOIRE Sylvie
M. JUSTINESY Gérard
Mme MILESI Véronique
M. MOUNIER Christian
Mme NALLET Christine
M. NOUVEAU Michel
Mme PALACIO Céline
M. PETTAVINO Jean-Pierre
M. PEYRARD Jean-Pierre
Mme PONTET Annie
M. RIVET Jean-Philippe
M. ROUSSET André
M. SILVESTRE Claude
M. SINTES Patrick
Mme STELLA Aurore

Absents excusés ayant donné pouvoir :

Mme BASSANELLI Magali
M. BOURSE Etienne
Mme BUCHACA Sophie
Mme CLEMENT Marie-Hélène
Mme DU PORT DE PONCHARRA Maria-Thérèse
Mme JEAN Amélie
M. JUNIK Pascal
M. KITAEFF Richard
M. LE FAOU Michel
M. LIBERATO Fabrice
M. MASSIP Frédéric
Mme PAIGNON Laurence
Mme PIERI Julia
Mme ROUX Isabelle
M. SEBBAH Didier

ayant donné pouvoir à Mme AMOROS Elisabeth
ayant donné pouvoir à Mme PONTET Annie
ayant donné pouvoir à M. BATOUX Philippe
ayant donné pouvoir à Mme BLANCHET Fabienne
ayant donné pouvoir à M. PEYRARD Jean-Pierre
ayant donné pouvoir à M. PETTAVINO Jean-pierre
ayant donné pouvoir à Mme CRESPEL Delphine
ayant donné pouvoir à M. DAUDET Gérard
ayant donné pouvoir à Mme GIRARD Nicole
ayant donné pouvoir à M. RIVET Jean-Philippe
ayant donné pouvoir à M. GERAULT Jean-Pierre
ayant donné pouvoir à M. DERRIVE Eric
ayant donné pouvoir à M. CARLIER Roland
ayant donné pouvoir à Mme DECHER Martine
ayant donné pouvoir à M. ROUSSET André

Absents excusés :

M. ATTARD Alain
Mme CATALANO-LLODES Gaétane
Mme FAURE Cécile
Mme MACK Marie-Thérèse
Mme MARIANI-RENOUX Séverine
Mme MONFRIN Marie-Josée
Mme NEMROD-BONNAL Marie-Thérèse
M. VOURET Eric

Absents non-excusés :

M. SELLES Jean-Michel

Secrétaire de séance :

Mme AMOROS Elisabeth

N° 2025-195

RESSOURCES HUMAINES – Rapport Social Unique 2024

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu le Code Général de la Fonction Publique notamment ses articles L231-1 à L232-1 ;*
- *Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;*
- *Vu le décret n° 2020-1493 du 30 novembre 2020 relatif à la base de données sociales et au rapport social unique dans la fonction publique ;*
- *Vu l’arrêté du 10 décembre 2021 fixant pour la fonction publique territoriale la liste des indicateurs contenus dans la base de données sociales ;*
- *Vu l’arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d’agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l’arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu l’avis du bureau communautaire en date du 24 novembre 2025 ;*
- *Vu l’avis du comité social territorial en date du 26 novembre 2025.*

La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique a profondément fait évoluer l’ancien bilan social. Son article 5 instaure désormais un rapport social unique (RSU), élaboré chaque année par les administrations, les collectivités territoriales et les établissements publics.

Ce rapport rassemble l’ensemble des données et indicateurs qui servent de base à la définition des lignes directrices de gestion, c’est-à-dire la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines de la collectivité. Il constitue ainsi un document de référence pour la gestion des carrières, des compétences et des conditions de travail.

Le RSU est structuré autour de plusieurs grandes thématiques RH : emploi et recrutements, parcours professionnels, formation, rémunérations, santé et sécurité au travail, organisation du travail, amélioration des conditions et de la qualité de vie au travail, action et protection sociales, dialogue social. La liste des informations obligatoires à y faire figurer est fixée par décret et complétée par un arrêté qui précise, pour chaque campagne, les indicateurs à renseigner.

Les centres de gestion reçoivent l’ensemble des rapports sociaux uniques des collectivités de leur ressort. Après vérification et consolidation, ils les transmettent à la Direction générale des collectivités locales, ce qui permet d’avoir une vision d’ensemble de l’emploi territorial et de ses évolutions.

Au-delà de l’obligation réglementaire, le RSU est un outil utile pour tous : il offre une véritable photographie de la collectivité (profils des agents, organisation, pratiques RH), en mettant en lumière les évolutions en matière de statut, de formation, d’absentéisme ou de rémunération.

Le rapport social unique est à la fois :

- Un outil de dialogue social, présenté au comité social territorial.
- Le support de données pour élaborer et actualiser les lignes directrices de gestion.
- Un outil de gestion des ressources humaines, facilitant la prévision des recrutements et l’anticipation des besoins en compétences.
- Un instrument de comparaison dans le temps et entre collectivités de caractéristiques similaires.

Le Conseil Communautaire,
Où le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- PREND ACTE de la présentation du Rapport Social Unique 2024.

La Secrétaire de séance,

Elisabeth AMOROS



Cavaillon, le 5 décembre 2025

Le Président,

Gérard DAUDET



